



DECLARATION LIMINAIRE

CDAS du Vaucluse du 14 décembre 2017

Monsieur le Président,

À la lecture des documents communiqués, et à l'appui du groupe de travail national sur l'action sociale, Solidaires Finances s'étonne que les résultats de l'enquête sur l'action sociale au sein des ministères économiques et financiers ne soient pas présentés à ce conseil. De plus, nous remarquons que les agents de catégorie C sont proportionnellement moins bénéficiaires de l'action sociale que les agents de catégorie A et B, voire A+.

L'action sociale est là pour venir en aide aux agents aux ressources les plus faibles et doit répondre à des besoins de toute nature. Or, ceux-ci sont loin d'être satisfaits, particulièrement pour les publics les plus concernés.

Le contexte est très tendu pour les fonctionnaires en général et ceux de Bercy en particulier.

Ils subissent le blocage des salaires depuis 2010, le gel du point d'indice pour 2017 et 2018, l'augmentation de la CSG, des pertes cumulées de pouvoir d'achat de 18 % en 15 ans auxquelles s'ajoutent les suppressions massives d'emplois.

Dans cette période d'austérité, Solidaires Finances réaffirme son attachement à une véritable action sociale ministérielle pour tous les agents.

La présentation de l'enquête sur l'action sociale au sein des ministères économiques et financiers fait apparaître que de nombreux agents ne sont pas informés des prestations d'action sociale disponibles : en effet, au niveau national, ils déclarent ne pas être informés des prestations :

- 25 % des bénéficiaires potentiels d'une aide ou d'un prêt pour le logement
- 35 % des bénéficiaires potentiels de l'aide à la parentalité
- 17 % des bénéficiaires potentiels de l'EPAF pour la partie vacances hors colonies
- 14 % des bénéficiaires potentiels de l'EPAF pour la partie colonie de vacances

Au-delà de nos propres moyens de diffusion des informations sur l'action sociale, Solidaires Finances ne peut que louer la qualité et la quantité des informations données par la délégation locale à l'action sociale par le biais des messages réguliers envoyés par messagerie.

Solidaires Finances profite de ce CDAS pour rappeler l'importance que doit avoir l'Action

sociale au sein de notre ministère.

Suite aux réformes et réorganisations qui se succèdent, le département a conservé tant bien que mal une déléguée à l'action sociale et une assistante sociale. Leurs actions s'inscrivent pleinement dans la DDFIP pour accompagner socialement les agents et particulièrement ceux en difficulté. Une coordination avec le correspondant social et les services RH de la DDFIP doit être exemplaire. La mise en œuvre de la psychologue du travail doit relever pour orientation exclusivement du médecin de prévention et pour administration du CDAS.

Solidaires Finances prend acte du maintien du budget d'action locale et restera vigilant sur la méthode de calcul de ce budget et sur son utilisation. Néanmoins, Solidaires Finances soulève et dénonce une fois de plus les règles budgétaires contraignantes imposées aux délégations. Ces contraintes bloquent malheureusement l'exécution des prestations au profit des agents. Par ailleurs, Chorus régionalisé ne favorise pas le travail de l'Action sociale.

On ne saurait se faire l'économie de parler de la restauration collective, notamment du RIA d'Avignon. Le coût de restauration pour les jeunes agents reste trop élevé. On note une certaine désaffection pour la cantine pour de nombreux collègues pouvant avoir un effet sur le niveau de la qualité.

En ce qui concerne les colonies de vacances, Solidaires Finances dénonce le schéma directeur des transports de l'EPAF qui conduit les enfants de notre département à endurer des heures de transport ubuesques et épuisantes. Solidaires Finances demande instamment au président d'intervenir auprès d'EPAF pour que l'association revoit son plan de transport des enfants. A ce propos, Solidaires Finances sera attentif aux conclusions de l'audit conduit à l'EPAF sur ce sujet.

L'action sociale est une politique importante du ministère. Elle est essentielle pour les agents dans la mesure où elle permet d'améliorer leurs conditions de vie à toutes les périodes de leur existence.

Solidaires Finances continuera à se battre pour que les agents de Bercy puissent bénéficier d'une action sociale ministérielle de qualité qui réponde à leurs besoins.